

Convention collective

IDCC : 8434. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES, ETAF ET CUMA**
(Franche-Comté)
(1^{er} novembre 1998)

(Étendue par arrêté du 11 juin 1999,
Journal officiel du 23 juin 1999)

AVENANT N° 31 DU 20 JANVIER 2017

NOR : AGRS1797157M

IDCC : 8434

Entre

FRSEA de Bourgogne-Franche-Comté

FRCUMA de Bourgogne-Franche-Comté

FREDT des territoires de Franche-Comté

D'une part, et

Union régionale CFDT de Franche-Comté

Fédération CFTC de l'agriculture

FNAF CGT

SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de mettre les dispositions de la convention collective interdépartementale du 1^{er} novembre 1998 des exploitations agricoles, entreprises de travaux agricoles et forestiers, et CUMA du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort, concernant les congés pour événements familiaux, en conformité avec les nouvelles dispositions du code du travail, telles qu'elles résultent de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Article 1^{er}

*Mise en conformité des dispositions relatives aux congés
pour événements familiaux*

L'article 5.16 « Congés exceptionnels pour événements familiaux » de la convention collective susvisée est modifié comme suit.

« Article 5.16

Congés exceptionnels pour événements familiaux

Tout salarié bénéficie d'un congé spécial payé, indépendant du congé annuel, sans condition d'ancienneté, à prendre dans un délai raisonnable et en tout état de cause dans les 3 semaines entourant l'événement, dans les cas suivants :

- mariage du salarié ou conclusion d'un pacte civil de solidarité : 4 jours ;
- naissance survenue au foyer du salarié ou arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption : 3 jours (ces jours ne se cumulent pas avec le congé maternité accordé pour le même enfant) ;
- mariage d'un enfant du salarié : 2 jours ;
- décès du conjoint du salarié, de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, ou de son concubin : 3 jours ;
- décès d'un enfant du salarié : 5 jours ;
- décès du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, d'un frère ou d'une sœur du salarié : 3 jours ;
- décès d'un petit-fils ou d'une petite-fille du salarié : 1 jour ;
- décès du grand-père, de la grand-mère : 1 jour ;
- annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant du salarié : 2 jours. »

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à la date de sa signature.

Article 3

Formalités de dépôt et d'extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de l'unité départementale du Doubs de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Bourgogne-Franche-Comté.

Un exemplaire sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à École-Valentin, le 20 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)